



Lundi 3 février 2014

## *Face aux vents mauvais*

De drôles de flatulences empuantissent l'Europe. Nous avons pu le constater en France la semaine dernière avec la rumeur selon laquelle une prétendue « théorie du genre » serait enseignée dans les écoles. Les abrutis qui l'ont propagée, proches de l'extrême droite, n'ont pas hésité à inonder des parents d'élèves, via SMS et réseaux sociaux, d'affirmations aussi mensongères qu'absurdes expliquant par exemple que les enseignants apprenaient aux petits garçons à devenir des filles. Ils invitaient alors les parents à retirer leurs enfants de l'école un jour par mois.

***Désinformation, instrumentalisation de la peur et propagation de la haine sont de vieilles méthodes distillant ces jours-ci des inepties d'un autre temps.***

Les obscurantistes de tous bords, qu'ils soient issus de groupuscules d'extrême droite comme celui responsable de la mort de Clément Méric, catholiques intégristes, partisans de Dieudonné et d'Alain Soral ou nostalgiques des manifestations contre le mariage pour tous, se sont donnés rendez-vous lors de manifestations, comme celles qui ont eu lieu ces deux derniers dimanches, à Paris et à Lyon. Les slogans plus fielleux et rétrogrades les uns que les autres côtoyaient un florilège de propos antisémites, racistes ou homophobes.

Une partie des initiateurs tentent de se présenter comme la seule opposition à François Hollande dont ils réclament la « démission ». Mais il ne faut pas s'y tromper. De tels rassemblements n'ont pour objectif que d'opposer une communauté à une autre, de désigner des boucs émissaires et surtout pas de mettre en avant les revendications qui rassembleraient les travailleurs sur des objectifs vitaux. Dans aucun de ces cortèges, on n'aura entendu des slogans exigeant l'augmentation des salaires, l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous.

A l'heure où la priorité serait de s'unir contre

l'offensive du patronat et du gouvernement qui nous font les poches, ces défilés des pires préjugés sont un poison.

***Succès des manifestations pour le droit à l'avortement, en Espagne comme en France***

Heureusement, les réactions contre cette vague obscurantiste en cette période de paupérisation de la population au profit d'une infime minorité, ne se font pas attendre. C'est ce que prouve le succès de la manifestation du samedi 1er février à Madrid. Le gouvernement espagnol avait en effet adopté un projet de loi visant à supprimer le droit à l'avortement. Des milliers de femmes et d'hommes se sont rassemblés pour dire leur refus de cette attaque, digne du franquisme, contre le droit des femmes à disposer de leur corps et de leur vie.

Des manifestations de soutien aux protestataires espagnols ont également eu lieu en Angleterre et en France. 40 000 personnes ont battu le pavé dans une trentaine de villes françaises pour affirmer leur attachement à cette liberté fondamentale. D'autant plus que si, en France, le droit à l'avortement n'est pas menacé dans les textes, il l'est dans la pratique : 130 centres d'IVG ont été fermés depuis une dizaine d'années et les Plannings Familiaux, qui assistent des milliers de femmes chaque année dans leurs démarches pour avorter, reçoivent de moins en moins de subventions. Ce combat, qui rejoint la lutte contre le démantèlement des hôpitaux, reste donc à mener!

Oui, il s'agit de se mobiliser collectivement contre tous les obscurantismes.

***Ce dont les réactionnaires de tout poil ne se rendent pas compte, c'est que la classe ouvrière a une conscience et qu'au travers de tous ses combats, présents et à venir, elle met en pratique sa propre conception de la société fondée sur la liberté et la dignité de toutes et tous. Car c'est de notre avenir qu'il s'agit.***

***On ne lachera rien***

PSA avait promis qu'il n'y aurait pas de poursuites contre les grévistes. Résultat des courses, ça continue. PSA avait promis qu'il aurait des reclassements corrects. Résultat, on ne compte ni les mécontents ni ceux qui ne sont pas reclassés du tout.

PSA n'a pas d'argent pour satisfaire nos demandes et en même temps il met 100 millions dans un partenariat avec Dongfeng. L'Etat est cul et chemise avec la famille Peugeot. Il ne donne rien non plus aux salariés mais injecte 750 millions dans l'accord soi-disant pour que PSA reste une entreprise française.

Montebourg avait promis, au nom de l'Etat mais s'étaient des paroles en l'air et à une soixantaine on est allé vendredi l'interpeller à deux doigts des moustaches lors de l'inauguration d'un atelier rue du faubourg Saint Antoine.

S'il croient ne plus entendre parler de nous ils se trompent.

***La lutte du siècle approche***

Vendredi dernier, une quinzaine de travailleurs d'Aulnay se sont rendus à Saint Ouen où PSA fêtait les 90 ans de son usine, avec un spectacle musical ouvert au public.

L'artiste a invité nos camarades à prendre la parole, ce qu'ils ont fait, en soulevant l'absence de reclassements pour tous.

Il y a aussi l'envers du décor : les 90 ans de l'usine de Saint Ouen, ce sont aussi 90 ans de profit pour les uns, et pour les autres 90 ans d'exploitation, de grèves, d'accidents du travail, parfois mortels comme le dernier en 2009, pour lequel la direction est mise en cause par la justice.

Et ça n'est pas fini, d'autres luttes nous attendent avant le centenaire.

***Nouvelle salve de licenciements chez PSA***

PSA s'apprête à supprimer une équipe de production dans son usine de Poissy.

Le groupe nous joue du pipeau sur l'air désormais traditionnel, selon lequel « *il n'y aura pas de licenciement* », sans dire un mot des quelque 700 intérimaires qui vont perdre leur boulot, et prétend que la majorité des 684 salariés seraient reclassés. Difficile à croire : c'est déjà dans cette usine de Poissy que doivent être « reclassés » une partie des ouvriers d'Aulnay.

***Un gouvernement qui sent le Sapin***

Malgré tous les efforts faits par le gouvernement pour s'arranger avec les statistiques (près de 40% de radiations administrative en plus sur le mois de décembre), ce dernier a bien du ravalé son chapeau devant les derniers chiffres du chômage pour l'année 2013.

Avec en décembre 27 700 chômeurs de plus au total et une hausse de 0,3% des chômeurs de

catégorie A, la promesse faite par Hollande d'« inverser la courbe du chômage avant la fin de l'année » a montré ce que vaut la parole de ceux qui nous gouvernent. Et en remerciement des milliards supplémentaires du « pacte de responsabilité », les promesses du patronat sont du même acabit.

***Politiques au Service d'Actionnaires***

Après le mauvais numéro de Hollande sur « l'inversion » ratée de la courbe du chômage, voilà que l'État s'apprête à injecter 1 milliard d'euros dans PSA pour augmenter le capital du groupe.

Il n'y a rien, décidément rien à attendre de ce gouvernement. Ce sera aux travailleurs de mettre fin à ce jeu de massacre, en imposant l'interdiction des licenciements.

***Renault bat des records d'hypocrisie***

Le groupe Renault-Nissan annonce des ventes record : 8,3 millions de voitures vendues en 2013. Il y a un an le groupe avait pourtant justifié ses « accords de compétitivité » en annonçant une baisse de ses ventes.

Qu'ils se gardent leurs mensonges... et qu'ils nous rendent les profits qu'ils se font sur notre dos.

***Arcole poursuit son chantage***

Arcole est le principal actionnaire du transporteur routier Mory-Ducros, qui se présente aujourd'hui comme « repreneur » de sa propre entreprise qu'il a mise en dépôt de bilan. Son plan de reprise prévoit de ne reprendre que 2210 emplois sur plus de 5000.

Un actionnaire de combat, qui a déjà menacé la semaine dernière de retirer son offre de reprise si la grève se poursuivait, et qui désormais conditionne son offre à la signature d'un chèque en blanc par les syndicats.

Les grévistes ont eu raison de ne pas céder au chantage. Pour mettre fin à la grève, Arcole est revenu avec un plan prévoyant moins de licenciements et de meilleures indemnités de licenciement. Pas de quoi crier de joie, mais cela confirme que les grévistes ont bien eu raison de ne pas suivre les conseils de Montebourg qui s'était fixé comme objectif de faire arrêter la grève plutôt que de faire payer Arcole.

***Un business mortel***

En décembre dernier, François Hollande se rendait en Arabie Saoudite, accompagné d'une trentaine de chefs d'entreprise français. Aujourd'hui le gouvernement se félicite des chiffres de ventes d'armes françaises, qui se sont envolés à hauteur de 6,3 milliards d'euros en 2013, soit 31% de plus que l'année précédente. Or l'Arabie saoudite est devenue le premier client de la France en matière d'armements. Un commerce florissant, qui montre à quel point la guerre rapporte, grâce à un Etat fidèle aux intérêts de ses groupes d'armement nationaux.